



## Conseil économique et social

Distr. générale  
17 avril 2002  
Français  
Original: espagnol

### Session de fond

1er-26 juillet 2002

Point 10 de l'ordre du jour provisoire\*

### Coopération régionale

## Résumé de l'étude économique sur l'Amérique latine et les Caraïbes, 2001

### *Résumé*

Le fort ralentissement de l'économie mondiale en 2001 a coupé court à la récupération observée l'année précédente et aux espérances d'un nouveau cycle de croissance en Amérique latine et dans les Caraïbes. Le produit régional a subi une expansion très lente (le PIB a augmenté d'à peine 0,4 %) et les perspectives de croissance pour 2002 (0,5 %) ne sont pas encourageantes en raison de la crise en Argentine et de la faible croissance attendue dans les autres pays (1,8 %). Cependant, malgré l'amplitude négative des facteurs externes cette année, les économies de la région ont réussi à absorber en grande partie les effets déstabilisateurs de ces chocs et à éviter de retomber dans des crises internes ou externes, à l'exception de l'Argentine, plongée dans une crise qui dure depuis trois ans. L'inflation a continué à diminuer et l'augmentation du déficit extérieur a été limitée. S'il convient de souligner les résultats macroéconomiques obtenus en ces circonstances adverses, il est nécessaire de mentionner que la succession des cycles d'expansion et de contraction durant la dernière décennie s'est traduite par un faible taux de croissance à long terme, très inférieur à celui dont la région a besoin pour réduire le fort taux de chômage et améliorer la situation précaire dans laquelle vit encore une grande proportion de la population.

Une fois de plus, la détérioration économique régionale a été déterminée par le mauvais environnement économique international. La décélération des économies industrialisées s'est accentuée à cause de l'atterrissage plus brutal que prévu de l'économie américaine. À la différence des crises des années 90, qui ont affecté seulement un groupe de pays, la vague a submergé en 2001 toutes les économies de la région.

\* E/2002/100.



Le climat récessif mondial s'est traduit par une contraction inusitée de la valeur du commerce externe régional, tant pour les importations que pour les exportations, conjonction qui n'avait pas été observée depuis 1982. Ceci reflète la brusque décélération de la demande de produits latino-américains et caraïbes de la part des États-Unis, à laquelle s'est ajoutée la chute des prix des matières premières, qui, pour certains produits, remonte à 2000 ou même à la crise asiatique. L'incertitude des marchés internationaux après les attentats du 11 septembre contre les centres financiers et politiques aux États-Unis a accentué temporairement cette tendance.

Dans ce contexte difficile, le commerce intrarégional, avec une forte composante de produits manufacturés, est moins dépendant de la conjoncture internationale, ce qui a aidé à soutenir les exportations. Cela a été le cas en particulier en Amérique centrale et dans les pays andins, grâce à la consolidation des schémas sous-régionaux d'intégration. En revanche, le MERCOSUR a souffert d'une situation économique et politique complexe, et ses échanges commerciaux se sont réduits de 10 %.

Les entrées de capitaux en Amérique latine et aux Caraïbes ont connu également une baisse importante et les flux autonomes ont à peine atteint les 34 milliards de dollars, montant qui rappelle les maigres résultats observés en 1999, quand la région a été affectée par les répercussions du moratoire russe. L'accès au financement externe continue à dépendre d'échéances et de coûts plus défavorables que ceux qui prévalaient avant la crise asiatique. La restriction la plus sévère à l'accès au capital externe s'est limitée à l'Argentine et, dans une moindre mesure, au Brésil et à l'Équateur. Pour ces pays, les organismes financiers multilatéraux ont déboursé des capitaux compensatoires d'un montant sans précédent.

L'effet négatif de la conjoncture ne s'est pas limité aux secteurs exportateurs mais s'est étendu à toutes les autres branches d'activité, à tel point que les conséquences ont été plus marquées dans les économies internes que dans les activités d'exportation. Alors que celles-ci ont réussi à compenser partiellement la chute des prix en augmentant leur volume de 2%, celui de la consommation interne a stagné dans l'ensemble de la région et l'investissement brut s'est réduit.

Le comportement peu satisfaisant de la demande interne a correspondu à une série d'éléments. La diminution de 4 % des termes de l'échange et la hausse des paiements factoriels ont eu une incidence sur la diminution du revenu réel par habitant (-2 %) dont les effets sur la demande privée ont été aggravés en raison du pessimisme des anticipations. De plus, les politiques macroéconomiques ont été plus austères, confirmant ainsi une tendance perceptible depuis le second semestre de l'année antérieure. Avec diverses exceptions, les variations réelles du taux d'intérêt et du taux de change ont reflété les conditions monétaires moins favorables qu'en 2000. La politique de dépenses budgétaires n'a pas été « anticyclique » et l'effet de stabilisateur automatique d'un déficit budgétaire plus grand a été plutôt limité (le déficit a augmenté de moins d'un demi-point du PIB, en moyenne régionale). Cette ambiance de prudence s'est étendue au domaine des politiques publiques, et il s'est produit un ralentissement du cours des réformes structurelles ou commerciales, bien qu'il y ait eu quand même quelques progrès.

### Amérique latine et Caraïbes : principaux indicateurs économiques

	1999	2000	2001 <sup>a</sup>
<b>Activité économique et prix</b>	Taux de croissance annuelle		
Produit interne brut	0,4	4,1	0,4
Produit interne brut par habitant	(1,2)	2,5	(1,1)
Prix au consommateur	9,5	8,7	6,8
Relation des échanges	0,4	5,9	(3,7)
	Pourcentage		
Chômage urbain déclaré	8,8	8,4	8,4
Résultat fiscal/PIB <sup>b</sup>	(3,1)	(2,7)	(3,1)
<b>Secteur externe</b>	Milliers de millions de dollars		
Exportations de biens et services	341,0	405,8	390,9
Importations de biens et services	362,7	419,4	412,0
Solde des biens	(6,2)	3,9	(1,6)
Solde des services	(15,5)	(17,5)	(19,5)
Solde des rentes des facteurs	(52,2)	(52,5)	(54,0)
Solde des comptes courants	(55,1)	(46,2)	(52,4)
Compte financier et de capital	43,3	61,5	33,8
Balance globale	(11,8)	14,6	(18,6)
Transfert net de ressources	(3,1)	1,0	(3,4)

Source : Appendice statistique.

<sup>a</sup> Estimations préliminaires.

<sup>b</sup> Moyenne simple.

Malgré ce contexte de difficultés généralisées dans les activités économiques internes et externes de la région, il n'y a pas eu de crises déclarées de la balance des paiements ou financières, sauf en Argentine. S'il est certain que la crise argentine a affecté les économies voisines aux deuxième et troisième trimestres de l'année, l'évolution des indicateurs financiers et cambiaux pendant le quatrième trimestre de 2001 permet d'espérer que les économies de la région se détachent de la situation existante dans ce pays.

L'inflation a continué sur sa trajectoire décroissante, ce qui est dû tant au contrôle des facteurs sous-jacents de l'inflation qu'à la baisse des prix des carburants. Dans certains cas, cependant, les variations mensuelles négatives des prix à la consommation ont cessé d'être de bonnes nouvelles puisqu'elles mettaient en évidence les risques de récession.

La réduction marquée de la croissance s'est répercutée négativement sur le marché de l'emploi et le taux d'occupation a baissé de plus d'un demi-point en pourcentage. Vu que l'offre de travail s'est, elle aussi, réduite, enregistrant sa baisse la plus forte depuis 1990, le chômage régional s'est maintenu à 8,4% de la population active, bien que ce chiffre soit un des plus forts observés ces 10 dernières années. La faible activité de production en 2001 a touché également les

La réduction marquée de la croissance s'est répercutée négativement sur le marché de l'emploi et le taux d'occupation a baissé de plus d'un demi-point en pourcentage. Vu que l'offre de travail s'est, elle aussi, réduite, enregistrant sa baisse la plus forte depuis 1990, le chômage régional s'est maintenu à 8,4% de la population active, bien que ce chiffre soit un des plus forts observés ces 10 dernières années. La faible activité de production en 2001 a touché également les rémunérations, qui, dans différents pays, ont stagné ou baissé en termes réels. Les salaires dans le secteur industriel, au contraire, ont légèrement augmenté, avec une hausse significative au Mexique.

Dans le cadre des équilibres externes, le déficit de la balance des paiements courants a dépassé les 52 milliards de dollars (environ 3% du PIB régional), dans un contexte d'appréciation du change réel. Cette augmentation s'est maintenue dans les limites des capacités de financement externe de chaque pays, et dans la plupart des cas, le déficit externe est resté inférieur à 4%. Le solde commercial des biens est devenu légèrement déficitaire et les paiements nets des services factoriels ont augmenté.

L'investissement direct étranger s'est contracté pour la deuxième année consécutive (de 64,8 à 58,3 milliards de dollars), mais s'est maintenu à un haut niveau, en comparaison avec les moyennes historiques. Pour leur part, les prêts officiels ont compensé les flux plus faibles de capital privé. Malgré cette forte entrée de capitaux, les transferts nets de ressources vers la région ont été nuls. Cette situation d'équilibre virtuel entre entrées et sorties de ressources financières a été observée les trois dernières années et constitue un avertissement pour la région. Les perspectives d'entrées de capitaux liées à l'investissement direct étranger ne sont pas favorables, ni à court, ni à moyen terme, parce que l'incertitude règne sur les marchés internationaux et que les programmes de privatisation arrivent à leur fin dans la région.

Devant la perspective que ces investissements se réduisent et que le transfert net de ressources devienne franchement négatif, il est de plus en plus urgent de mettre en marche les réformes nécessaires à la réduction de la vulnérabilité externe de la région, de renforcer la capacité interne de financement des investissements et des dépenses sociales, et d'atténuer les cycles économiques. Du point de vue de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), la maîtrise de la volatilité exige : i) une gestion macroéconomique (fiscale, monétaire, créditrice et cambiaire) cohérente et souple; ii) des normes strictes de réglementation et de supervision prudente des systèmes financiers nationaux; et iii) des « régimes de responsabilité » visant à rendre plus favorable l'échéancier du remboursement de la dette publique et privée, tant interne qu'externe\*.

## Table des matières

Paragraphes Page

\* Voir CEPALC, *Equidad, desarrollo y ciudadanía*, vol. 3 « Agenda económica », Bogota, D.C., CEPAL/Alfaomega, 2000. Parallèlement, il faut améliorer le financement du développement des pays de la région dans le contexte actuel de la mondialisation. Voir CEPALC, *Croissance dans la stabilité : financement du développement dans le nouveau contexte international*, Bogota, D.C., CEPAL/Alfaomega, 2001.

---

I. La situation interne .....	1-23	5
II. La politique macroéconomique .....	24-45	8
III. Secteur externe .....	46-72	12

## I. La situation interne

1. En 2001, les économies d'Amérique latine ont dû affronter un climat de plus en plus hostile, avec une décélération rapide du commerce mondial et de l'économie nord-américaine et la chute des prix internationaux des matières premières. Les turbulences financières liées aux chutes des bourses mondiales et l'incertitude postérieure aux événements du 11 septembre aux États-Unis ont affecté de manière générale l'économie mondiale. Certains faits propres à la région se sont ajoutés aux événements antérieurs : l'approfondissement de la crise financière en Argentine et ses répercussions sur les autres économies de la région, qui ont eu tendance à s'atténuer dans les derniers mois de l'année; la crise de l'énergie au Brésil; les calamités naturelles (tremblements de terre au Salvador, sécheresse dans plusieurs pays d'Amérique centrale, ouragans à Cuba, au Honduras et en Jamaïque), qui ont obligé les États à effectuer des dépenses imprévues; et la réapparition de la fièvre aphteuse dans les pays du sud du continent, déprimant leurs exportations de viande.

### L'économie régionale se détériore

2. Le niveau d'activité des économies d'Amérique latine et des Caraïbes a à peine augmenté en 2001, ce qui a coupé court à la reprise satisfaisante commencée en 2000. Cette détérioration s'est manifestée tout le long de l'année, compte tenu de la diminution de la croissance économique mondiale et de l'aggravation de la crise en Argentine. Durant le premier semestre, le PIB a augmenté de 1,5 % mais il a diminué de 0,8 % au second. Pour l'ensemble de la région, il a augmenté de 0,4%, alors que le produit par habitant a diminué de 1,1 %. De son côté, le revenu national n'a pas varié, compte tenu de la diminution de la relation des termes de l'échange et de l'augmentation du paiement net de facteurs à l'extérieur.

3. La consommation régionale a stagné et l'investissement fixe brut s'est réduit de 1 %. Entre-temps, les exportations ont augmenté d'un peu plus de 2 % et les importations n'ont pas varié. Ce déroulement contraire a affecté aussi bien les activités de biens et services commercialisables que les autres. Parmi ces dernières, la construction a été une des plus touchées, avec des chutes significatives dans certains pays. De son côté, l'industrie automobile en Argentine

s'est écroulée et les activités de sous-traitance à l'exportation (maquila), très dynamiques ces dernières années, ont enregistré des reculs dans plusieurs pays. Quant au tourisme, il a souffert d'un revers après le 11 septembre, surtout dans la partie nord de la région.

4. L'évolution défavorable du niveau d'activité s'est généralisée et a affecté autant les pays qui connaissaient une forte croissance que ceux qui étaient en train de récupérer de la crise de 1999. Dans le premier groupe figure le Mexique, dont la croissance, après cinq ans à un taux moyen de 6 % annuel, s'est interrompue en 2001, suite à l'épuisement de la longue croissance de l'économie des États-Unis, marché auquel il destine presque 90 % de ses exportations. La République dominicaine a marqué une faible hausse, qui contraste avec l'évolution d'il y a plusieurs années, quand elle avait enregistré les plus forts taux de la région. Les mesures d'ajustement de l'année passée, un comportement moins favorable des activités de la zone franche et le recul du tourisme après le 11 septembre ont contribué à cette situation. Quant à Cuba, il a souffert des assauts de l'ouragan Michelle et du recul du tourisme et du secteur sucrier, de sorte que sa croissance s'est réduite à 3 %. La croissance des pays d'Amérique centrale s'est, elle aussi, réduite : aux problèmes externes s'est ajoutée une sécheresse généralisée qui a provoqué des pertes importantes dans l'activité agricole, ainsi que la baisse des prix de ses produits traditionnels d'exportation. Le Costa Rica a, de plus, souffert de la baisse d'activité de l'industrie électronique de haute technologie.

5. La majorité des pays d'Amérique du Sud, qui avaient été très affectés par la crise de 1999, ont connu de nouveau un contexte défavorable en 2001. La récupération prometteuse du Brésil a été freinée par la crise de l'approvisionnement en énergie électrique, la conjoncture adverse internationale et l'accentuation de la crise économique et financière de la région. L'économie chilienne a, elle aussi, ralenti, malgré la solidité de ses fondements, compte tenu du contexte externe peu propice. En Colombie, la relance a été freinée par la continuelle faiblesse de la demande interne et la détérioration du contexte externe, mis à part la forte croissance de ses exportations en Équateur et au Venezuela. Quant au Pérou, qui vient de sortir d'une grave crise interne, il a eu des résultats peu satisfaisants la majeure partie de l'année. La Bolivie a stagné à cause de la faiblesse des marchés internes et externes.

6. Par ailleurs, compte tenu de la forte contraction du financement externe et de la sortie des capitaux, la récession que connaissait l'Argentine depuis trois ans a continué pendant le premier semestre et s'est accentuée pendant le second. Malgré les plans d'ajustement mis en oeuvre, le déficit budgétaire n'a pas diminué, à cause de la forte réduction des revenus fiscaux. L'Uruguay est lui aussi en récession pour la troisième année consécutive, car, au problème de dévaluation du real brésilien et de l'accentuation de la crise argentine, s'est ajouté le sérieux revers qu'a essuyé l'élevage avec la réapparition de la fièvre aphteuse.

7. Dans ce contexte difficile de l'économie régionale, l'Équateur a été l'exception, avec une forte expansion le premier trimestre, bien qu'ensuite celle-ci se soit atténuée à cause de la chute des prix des hydrocarbures sur le marché mondial. Le Venezuela, de son côté, a fait preuve d'une croissance modérée; la manne pétrolière et le faible taux de change réel ont permis une forte expansion de sa demande interne, cependant avec une augmentation considérable des importations. Le Paraguay a enregistré une modeste croissance, ce qui constitue une amélioration par rapport à la légère chute de l'année antérieure.

### **L'investissement diminue en 2001**

8. La reprise de l'investissement fixe brut qui avait commencé en 2000 s'est inversé en 2001, au point d'enregistrer une chute de 1 %. Les mauvaises prévisions et les mesures de contrôle des dépenses publiques ont influé sur ce résultat défavorable. L'épargne externe pour l'ensemble de la région a augmenté, mais c'est dû aux chiffres enregistrés dans quelques pays, alors que pour les autres, ils sont restés sans changement ou ils ont baissé. Par suite, l'épargne nationale a diminué, en particulier l'épargne publique.

9. Dans la partie nord de la région, qui avait connu en 2000 un accroissement important de l'investissement, la situation s'est inversée, et a été à la baisse en 2001, essentiellement parce que le Mexique, qui en 2000 avait eu une augmentation de près de 9 %, a subi en 2001 une diminution d'environ 3,5 %. Dans les autres pays, les résultats ont été généralement faibles, reflétant la modeste croissance du PIB.

10. En Amérique du Sud, la situation de l'investissement n'a pas été meilleure. Le Chili et le Brésil ont connu des croissances modérées, très

inférieures aux résultats observés au premier trimestre qui avaient laissé espérer une reprise de ces économies. L'Argentine, le Pérou et l'Uruguay, qui avaient, les années antérieures, subi des chutes brutales de leurs niveaux d'investissement, ont enregistré de nouveau des baisses significatives. Par contre, la reprise de l'investissement a continué en Colombie, après la chute de 1999, mais sans atteindre les niveaux de 1998. Le Venezuela n'a pas eu de problèmes majeurs pour continuer à développer ses investissements, en particulier publics, grâce aux importants revenus fiscaux de l'exportation du pétrole de ces dernières années.

### **L'inflation recommence à diminuer**

11. En 2001, l'inflation régionale a recommencé à baisser, atteignant 6,8 %. Entre-temps, les prix de gros ont connu une augmentation de 6 %, après les fortes hausses enregistrées durant l'exercice biennal 1999-2000. L'inflation modérée de 2001 est, pour l'essentiel, la conséquence de la stabilité du taux de change dans la majorité des pays et de la fin de l'escalade du prix du pétrole, ainsi que du maintien de politiques monétaires prudentes et de la situation récessive dans laquelle vit la région, avec certains pays en déflation, ce qui pourrait être préoccupant.

12. Dans 18 des 22 pays pour lesquels on dispose d'informations, l'augmentation des prix a ralenti alors qu'elle s'est accélérée seulement dans quatre d'entre eux. Parmi ces derniers, le Brésil et le Guatemala se sont distingués par leurs taux de 3 à 4 % supérieurs à ceux de 2000. Le meilleur résultat relatif a été celui de l'Équateur, avec une baisse significative de l'inflation de près de 70 %. Ainsi, en 2001, seulement trois économies ont eu une inflation égale ou supérieure à 10 % et la plus forte a atteint seulement les alentours de 22 %. Pendant cette période, les prix dans quatre pays n'ont pas augmenté et ont même baissé.

13. En Équateur, après la forte augmentation de l'inflation en 1999 et au début de 2000, le débordement inflationniste s'est ralenti après la dollarisation de l'économie, entraînant une chute rapide des prix, dont l'augmentation n'a été que de 22 %, alors qu'au niveau producteur, il a enregistré un retrait significatif de 3 % dans les 10 premiers mois. Le Mexique, lui aussi, a obtenu un résultat favorable, avec de francs signaux de consolidation de son processus de stabilisation, grâce à une inflation annuelle de seulement 4,4 %, son

meilleur résultat depuis 1971. Au Venezuela, l'inflation a continué de diminuer, bien qu'à un rythme plus lent. Au Brésil, le résultat a été relativement positif. La hausse du taux de change (environ 20 %), des prix des combustibles et des tarifs publics n'a provoqué qu'une hausse modérée de l'inflation, qui peut être attribuée à la croissance plus faible de l'économie jointe avec la plus grande sévérité de la politique monétaire.

14. Le Chili, El Salvador et l'Uruguay ont joui à nouveau d'une inflation très basse et en déclin. Au Chili, cette évolution a eu lieu malgré la hausse significative du taux de change (plus de 15 %). Pendant ce temps, le Panama a conservé son inflation traditionnellement basse et, en Bolivie et au Pérou, la variation des prix s'est avérée pratiquement nulle en 2001. En Argentine, les prix à la consommation ont diminué de 1,5 % et les prix de gros de 6 %, phénomène déflationniste s'expliquant par la situation de récession qui affecte le pays.

### **Le marché du travail se détériore en 2001**

15. La forte réduction de la croissance s'est répercutée négativement sur la situation de l'emploi dans la région. Le taux d'occupation a diminué de plus d'un demi-point en pourcentage, mais le taux de chômage est resté stable, à 8,4 %, parce que l'offre de travail a diminué. Quoi qu'il en soit, le chômage est resté élevé par rapport au passé. La faible demande d'emploi n'a influé que marginalement sur l'évolution des salaires. Certains pays ont enregistré une stagnation ou des baisses, tandis que dans d'autres, les progrès faits dans la lutte contre l'inflation ont favorisé les rémunérations réelles.

16. Le taux d'occupation est tombé de 53,3 % en 2000 à 52,7 % en 2001, annulant le gain obtenu en 2000. La baisse de cet indicateur dans les grandes économies de la région, à savoir le Brésil et le Mexique, a été un facteur. Le taux d'occupation a également chuté au Chili et en Argentine, mais est resté pratiquement inchangé en Colombie. Par contre, il a augmenté au Costa Rica, en Équateur, en Uruguay et au Venezuela. Pour sa part, l'offre de travail est tombée de 58,4 % en 2000 à 57,6 % en 2001, la plus forte réduction des 10 dernières années. Le comportement de cet indicateur au niveau des pays a été hétérogène : il a diminué dans les deux pays les plus importants, le

Brésil et le Mexique, et augmenté dans cinq autres pays.

17. Bien qu'au niveau régional, le taux de chômage soit resté stable, il y a eu de grandes différences entre les pays. Ainsi, dans 10 des 16 pays pour lesquels on dispose d'informations, on a enregistré des augmentations du chômage, très fortes dans cinq d'entre eux (Argentine, Colombie, Panama, République dominicaine et Uruguay), soit 1 % ou plus. À la même période, le chômage a baissé en El Salvador et au Venezuela.

18. La récession de l'économie nord-américaine a eu un impact négatif sur la création d'emplois dans les activités d'exportation du Mexique et, pour la première fois en 15 ans, le taux d'occupation dans l'industrie de sous-traitance à l'exportation a diminué (-17 % entre décembre 2000 et 2001). Dans l'industrie manufacturière, la baisse de l'emploi a été de 4 %. En conséquence, le taux de chômage déclaré de 2001 a été de 2,5 % (contre 2,2 % en 2000). La création d'emplois informels a permis de compenser en grande partie les résultats négatifs des secteurs d'exportation.

19. Au Brésil, à cause de la modeste croissance du PIB, la création nette d'emplois a diminué. Le taux de chômage urbain est toutefois tombé de 7,1 % en 2000 à 6,2 % en 2001, ce qui reflète le taux de participation moindre des personnes en âge de travailler dans les grands centres urbains, dû probablement au découragement des demandeurs d'emploi. En Argentine, le taux d'emploi a diminué de 1 %, et plus dans la zone urbaine de Buenos Aires. Le taux de chômage est passé de 15,1 % en 2000 à 17,4 % en 2001, avec une accélération de la hausse au second semestre.

20. Au Chili, la création d'emplois formels s'est ralentie à partir du quatrième trimestre de 2000. La détérioration de la situation du travail a été en partie compensée par des programmes de création d'emplois publics directs ou des subventions à l'emploi privé, dont a bénéficié près de 1,5 % de la population économiquement active. Comme, de plus, l'offre de main-d'oeuvre a baissé, le taux de chômage moyen annuel n'a pas augmenté. En Colombie, le taux de chômage urbain est resté élevé, avec une moyenne annuelle de 18,2 %, comparé à 17,2 % l'année passée. Le taux global de participation s'est maintenu aux niveaux de 2000, bien qu'il soit au-dessus de sa tendance à long terme, ceci en raison de



l'augmentation du nombre de ménages ayant besoin d'un deuxième revenu, à cause de la baisse des revenus familiaux. En Équateur, à partir du second semestre de 2000, le taux d'occupation a recommencé à augmenter, passant de 48,8 % en 2000 à 49,8 % en 2001. Comme, au même moment, l'offre de travail s'est contractée, le taux de chômage a notablement chuté.

21. Le faible dynamisme des marchés du travail a affecté les salaires, et dans les rares pays sur lesquels on dispose d'informations, il y a eu généralement des variations minimales et des baisses des salaires moyens réels dans les secteurs d'activités formelles. Une légère augmentation de 1,6 % a été enregistrée au Chili, une stagnation en Colombie et des baisses de 0,4 % à 5 % au Brésil, au Pérou et en Uruguay. Les exceptions ont été le Mexique, qui a enregistré une augmentation salariale de 6 % due à une inflation plus faible que prévue, et le Nicaragua, avec une hausse de 4 %.

### **Il ne faut pas attendre une croissance rapide en 2002**

22. L'incertitude règne toujours quant à la reprise attendue des économies d'Amérique latine et des Caraïbes en 2002. Les perspectives de l'économie mondiale continuent à être peu encourageantes, à cause des problèmes des États-Unis, auxquels s'ajoutent le ralentissement de la croissance des économies européennes et l'aggravation de la crise japonaise. Malgré la forte baisse des taux d'intérêt internationaux, aucune tendance au retour des capitaux dans les pays en développement ne se dessine, à cause de l'inquiétude qui persiste. L'investissement direct étranger, principal moyen de transfert des capitaux dans le monde en développement dans les années 90, est en diminution.

23. La conjoncture nord-américaine affecterait en particulier le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes, dont le commerce avec les États-Unis continuera à augmenter lentement. Cependant, on espère une modeste reprise au Mexique et au Costa Rica. En Amérique du Sud, le Brésil améliorera probablement un peu sa situation, grâce aux bons résultats de ses exportations et à une reprise de la demande intérieure, si la situation sur les marchés des changes permet l'adoption d'une politique monétaire moins restrictive. Dans leur ensemble, les pays du cône Sud enregistreraient une nouvelle chute du PIB, essentiellement à cause de l'Argentine, dont les

perspectives sont peu encourageantes : on prévoit qu'elle enregistrera de nouveau une contraction de son niveau d'activité. Par contre, le Chili continuera à connaître une croissance modérée et l'Uruguay présentera un résultat moins négatif qu'en 2001. Le taux de croissance de la communauté andine continuera d'augmenter, mais lentement. La reprise du Pérou sera favorisée par le lancement d'un grand projet minier et la normalisation de la situation intérieure, alors que le Venezuela conservera une croissance modérée. La Colombie bénéficierait d'une conjoncture un peu plus favorable qu'en 2001 et la reprise de l'Équateur, bien que plus lente, se confirmera. Pour l'ensemble de la région, on s'attend à une croissance d'à peine 0,5 % en 2002.

## **II. La politique macroéconomique**

24. La baisse prononcée du taux d'activité au cours de l'année et les craintes des agents économiques face au ralentissement de l'économie lié aux événements internes et externes ont accentué la nécessité de favoriser une reprise rapide de la croissance dans presque tous les pays de la région. Cependant, la marge de manoeuvre dont disposent les États pour mettre en oeuvre, comme ils le désireraient, une politique anticyclique similaire à celle utilisée dans les pays développés est très étroite.

25. La décélération, voire la contraction du niveau d'activité, ont directement influé sur les recettes fiscales, compte tenu de l'étroite corrélation entre les revenus de l'impôt des pays de la zone et l'activité interne. De leur côté, les dépenses ont eu tendance à augmenter à cause de la charge croissante du service de la dette interne et externe, conséquence d'un plus grand endettement et de l'augmentation du taux de change. Si la plupart des pays ont eu davantage recours à l'étranger pour financer la hausse du déficit fiscal, ce recours était limité, de sorte que, en général, les dépenses d'investissement s'en sont trouvées réduites, et les dépenses budgétaires sont devenues procycliques.

26. Quant à la politique de change, les autorités ont dû, pour leur part, agir en tenant compte des effets du contexte externe défavorable – qui exigeait le renforcement de la capacité de concurrence externe –, de la forte dollarisation actuelle de la dette publique et des contrats privés dans certains pays, et des conséquences qu'aurait pu avoir l'évolution du taux de

change sur les prix internes. Au début de l'année, la politique monétaire avait pour objectif de mobiliser des ressources adéquates pour financer la reprise économique attendue. Cette stratégie n'a pas été possible parce que l'accroissement espéré de la demande globale ne s'est pas produit, de sorte que la politique monétaire a dû devenir de plus en plus austère au fil des mois.

27. La marche des réformes structurelles s'est ralentie du fait des progrès déjà réalisés et de la priorité donnée à la tâche consistant à faire face à une conjoncture défavorable. Ainsi, les privatisations ont diminué à cause d'un processus naturel; l'accent est mis à présent sur les concessions et les mesures de régulation et de promotion de la concurrence. En 2001, l'activité a porté sur les réformes fiscales et les normes applicables à la supervision bancaire et au contrôle des capitaux d'origine illicite. L'intégration régionale s'est limitée aux réductions douanières prévues dans les accords sous-régionaux déjà définis, alors qu'apparaissaient des controverses commerciales et des divergences entre les régimes cambiaires adoptés par les membres du MERCOSUR.

28. Le début du nouveau millénaire amène ainsi quelques enseignements. Tout d'abord, le caractère cyclique des économies de marché s'est manifesté avec force, autant dans les pays en développement que dans les pays développés. Ensuite, et compte tenu de l'asymétrie de base du système international, les pays développés ont utilisé toute la gamme des moyens anticycliques de la politique économique pour renverser la tendance à la contraction de leurs économies. Les pays en développement – dont ceux de la région – se sont, par contre, heurtés à des obstacles et devront, à l'avenir, mieux maîtriser la totalité des instruments de la politique économique afin d'éviter des fluctuations cycliques aiguës.

29. Un autre fait remarquable, apparu à l'occasion de la crise financière de l'Argentine, a été le redoutable « effet de contagion » qui s'est atténué. La crise financière s'est emballée en Argentine vers le milieu de l'année. Dans les mois suivants, on a observé des turbulences dans certains pays voisins, en particulier le Brésil et le Chili. Mais, vers la fin de l'année, les problèmes financiers de l'Argentine ont semblé ne pas toucher le reste de la région. Ainsi, la probabilité que la contagion initiale atteignant le Brésil ait un « effet de domino » sur le reste de la région s'est, elle aussi, réduite.

## **Le déficit fiscal s'étend avec la diminution des revenus publics**

30. Après la diminution des déficits publics en 2000, due à l'augmentation des revenus perçus, le déficit a de nouveau augmenté, atteignant à présent 3,1 % du produit pour toute l'Amérique latine et les Caraïbes. Vu les liens étroits entre les revenus fiscaux et l'activité économique, la politique fiscale a reposé sur la contraction des dépenses, principalement des investissements, et sur le financement interne et externe du déséquilibre pour éviter de menacer la stabilité des prix internes.

31. La réduction des revenus, surtout fiscaux, s'est généralisée, sauf dans quelques pays où les réformes fiscales ont réussi, comme la Colombie, l'Équateur et la République dominicaine. La chute des prix internationaux du pétrole s'est répercutée directement sur les ressources des entreprises publiques exportatrices d'hydrocarbures. Le Venezuela a été le pays le plus affecté par ce recul. Au Mexique, bien que les revenus non pétroliers aient augmenté, la diminution des revenus pétroliers a relancé la discussion législative sur la réforme fiscale qui, entre autres modifications, prévoit l'application du système de l'impôt à la valeur ajoutée à des articles de consommation de base qui en étaient exemptés, ce sur quoi il n'y a pas eu d'accord. La Colombie a été moins affectée grâce à sa structure fiscale plus diversifiée, tandis que la diminution des revenus des exportations pétrolières en Équateur a été compensée par les revenus internes dérivés d'une plus grande activité économique, l'amélioration de l'administration fiscale et le ralentissement de l'inflation. Dans le cas du Chili, la baisse du prix du cuivre a eu des effets directs, sur les entrées budgétaires, et indirects sur la croissance moindre générée par l'exploitation de ce minerai.

32. Les deux économies majeures d'Amérique du Sud ont souffert de la forte chute de leurs revenus. Face à cette situation, le Gouvernement argentin a pris des mesures d'urgence pendant les troisième et quatrième trimestres, comme le relèvement de l'impôt sur les transactions financières, la réduction des exemptions et le report des réductions d'impôt sur l'essence. Au Brésil, les efforts faits, après la décentralisation budgétaire et le renforcement du système des impôts en vertu de la loi sur la responsabilité budgétaire, ont souffert du ralentissement de l'activité interne dans un contexte

externe défavorable. La diminution des revenus fiscaux du Paraguay a été largement compensée par les droits perçus sur les barrages hydroélectriques binationaux. En Uruguay, la baisse des revenus fiscaux a maintenu à un niveau élevé le déficit budgétaire.

33. Les dépenses ont, au contraire, augmenté. Le coût plus élevé du service de la dette a été une des raisons principales de l'augmentation des dépenses courantes. Les politiques monétaires en général plus austères qui ont été adoptées ont conduit au renchérissement de la dette interne que n'a pas pu compenser la baisse des taux d'intérêt internationaux. Les transferts courants à destination de secteurs en difficulté comme celui du café, et les coûts transitoires des réformes des systèmes de pension, en Bolivie, en El Salvador et en Uruguay, par exemple, ont également contribué à l'augmentation des dépenses. La majorité des gouvernements ont réduit leurs dépenses d'équipement pour combler leur déficit. Le Gouvernement salvadorien a dû investir à titre exceptionnel pour réparer les dégâts provoqués par deux tremblements de terre.

34. Les déficits élevés enregistrés ces quatre dernières années et financés par l'endettement ont conduit à une augmentation significative de la dette publique qui amène à s'interroger sur l'opportunité de recourir à une telle procédure à moyen terme. Les secteurs publics de l'Argentine, du Brésil, de la Colombie, du Costa Rica, de l'Équateur, entre autres, ont accumulé des dettes d'un montant équivalant à plus de la moitié, voire la totalité de leur PIB.

### **Les marchés cambiaires réagissent malgré certaines tensions**

35. Durant une bonne partie des années 90, les entrées importantes de capitaux externes ont exercé une pression à la baisse sur le taux de change réel de nombreux pays de la région. Afin de ne pas perdre leur compétitivité dans ce domaine, certains pays ont essayé de fixer un plancher à la réévaluation de leurs monnaies en imposant des restrictions sur les liquidités, ce qui a eu l'effet contraire et fait augmenter les taux d'intérêt intérieurs et attiré de nouveaux flux de capitaux. D'autres pays ont également limité les entrées de capitaux.

36. Le cadre externe en 2001 a été très différent de cette période d'entrées abondantes de capitaux et de croissance du commerce mondial. Cependant, le

mouvement de dépréciation des monnaies nationales a été moins prononcé que le mouvement généralisé d'appréciation monétaire d'alors. En 2001, à quelques exceptions près (le Brésil, le Chili et la Colombie, avec leurs systèmes de taux de change souple, et l'Uruguay avec sa parité mobile et flottante), les monnaies des pays de la région se sont appréciées face à celles de leurs principaux partenaires commerciaux. Divers facteurs ont influé sur l'évolution du taux de change. L'effet de contagion de la crise argentine qui a persisté durant une bonne partie de l'année a entraîné la hausse du prix du dollar au Brésil et au Chili au second semestre, dans un contexte de plus grande liquidité. Dans le cas de la Colombie, si le dollar a augmenté plus lentement que les prix internes, son taux de change réel s'est amélioré grâce à l'appréciation réelle considérable des monnaies de l'Équateur et du Venezuela, dans une moindre mesure. En Uruguay, l'accélération du taux de dévaluation a contribué à l'amélioration du taux de change réel avec un grand nombre de ses partenaires commerciaux, que la forte dévaluation de la monnaie brésilienne a presque annulée.

37. De leur côté, 13 pays, avec des systèmes de change différents, ont vu leur monnaie s'apprécier, bien que la situation internationale ait été moins favorable que par le passé. Dans bon nombre de ces pays, l'appréciation de la monnaie nationale a coïncidé avec un apport net de capitaux extérieurs qui a financé les déficits budgétaires. Deux pays, l'Argentine et le Venezuela, ont enregistré d'importantes pertes de réserves internationales. Enfin, au Mexique, de fortes entrées de capitaux privés ont fait baisser sur le taux de change. En 2001, El Salvador a adopté le dollar comme unité de compte, ce qui porte à trois le nombre de pays de la région ayant adopté ce système.

38. En dépit de la fragilité des balances de paiement évoquées plus haut, les tensions ainsi créées ont, à très peu d'exceptions près, pu être gérées par les autorités nationales. L'affaiblissement considérable de l'activité productive a été, sans aucun doute, la conséquence négative de la manière dont les fragilités provenant du secteur externe ont été gérées au niveau macroéconomique.

## **La politique monétaire retourne à l'austérité**

39. Au début de 2001, plusieurs pays, compte tenu des perspectives nationales et internationales favorables, ont assoupli leur politique monétaire, pour se donner les moyens de financer la relance espérée. Malheureusement, la réalité a été différente et la marge de manoeuvre des autorités monétaires s'en est trouvée réduite.

40. En fait, les taux d'intérêt ont diminué au Brésil pendant le premier trimestre. Dans un cadre international des plus incertains, en particulier à cause de la crise argentine, la baisse de l'offre générée par la crise de l'énergie et le ralentissement de la croissance de la demande globale, le prix du dollar a fortement augmenté, laissant craindre des conséquences possibles sur les prix internes. Dans ce nouveau contexte, les autorités ont recouru une fois de plus à l'augmentation du taux d'intérêt de base, en agissant sur l'offre au niveau du marché des changes et, enfin, en adoptant des mesures pour restreindre les liquidités au moyen de l'émission de titres indexés sur le dollar et de l'augmentation de la part des réserves obligatoires des établissements bancaires. Au Chili, la crise de l'Argentine a forcé la Banque centrale à agir sur l'offre sur le marché des changes, ce qui a provoqué une contraction de la liquidité qui a fait pression sur le prix du dollar et menacé de relancer l'inflation. De toute façon, l'offre monétaire a cru en termes réels. Le rythme d'expansion monétaire d'autres pays (Paraguay, Venezuela) a également ralenti au fur et à mesure qu'avancait l'année, avec des opérations sur le marché libre qui ont fait augmenter les taux d'intérêt. Le Mexique, au contraire, a eu tendance à assouplir sa politique monétaire qui avait manifesté, au début de l'année, des caractéristiques restrictives, alors que plusieurs pays d'Amérique centrale réduisaient leur taux d'intérêt, afin d'accroître leurs liquidités.

## **La demande et l'offre de crédit restent faibles**

41. Les facteurs négatifs influant sur l'offre et la demande ont joué sur l'évolution du crédit. La fragilité persistante des systèmes financiers de plusieurs pays (Colombie, Équateur, Guatemala, Nicaragua, Pérou, certains avec un niveau élevé de créances douteuses) et les perspectives défavorables de croissance

économique ont eu tendance à restreindre l'offre de crédit. L'affaiblissement progressif des économies, à son tour, s'est ajouté à la diminution de la capacité d'endettement des demandeurs privés de crédit, de sorte que la demande a, elle aussi, chuté, malgré la tendance à la baisse des taux d'intérêt. Dans les cas où l'offre de crédit a excédé la demande privée, le système bancaire en a fait bénéficier les secteurs publics déficitaires.

## **Les réformes structurelles ralentissent**

42. Le rythme des privatisations a continué à baisser, principalement parce qu'elles touchaient à leur fin. Dans la plupart des pays, une procédure de concessions se met en place, qui promet de donner une nouvelle impulsion à la coopération des secteurs public et privé. En même temps, les efforts pour promouvoir une plus grande concurrence interne ont continué.

43. L'année 2001 a été prolifique en propositions législatives de réformes fiscales qui ont été promulguées en Argentine, au Chili, en Colombie, au Costa Rica, en Équateur, au Guatemala, au Pérou et en République dominicaine mais sont encore en discussion au Mexique et à Panama.

44. Dans le domaine financier, des mesures pour éviter les transactions d'origine illicite ont été adoptées, la supervision bancaire s'est renforcée dans certains pays et des dispositions ont été prises pour accroître, entre autres, le marché des capitaux. À contre-courant de la tendance de ces dernières années, l'Argentine et le Venezuela ont adopté des mesures de contrôle des mouvements de capitaux.

45. L'intégration régionale a donné des résultats contrastés. Dans certains groupes, elle s'est développée dans le cadre normatif de la coordination des politiques macroéconomiques. Cependant, au sein du MERCOSUR, les controverses commerciales ont augmenté. Les différences substantielles entre les régimes de change des deux plus grands partenaires, en l'absence de mécanisme de régulation de formes acceptables de compensation dans des situations de déséquilibre, constituent d'importantes entraves au développement de l'accord.

### III. Secteur externe

46. Le commerce a été le principal moyen de transmission de la crise économique mondiale vers l'Amérique latine et les Caraïbes. Face à une brusque décélération de la demande externe, la majorité des pays de la région ont vu leurs revenus d'exportation se contracter. Tous ont souffert de la chute des prix de leurs produits sur les marchés mondiaux. De plus, nombre d'entre eux ont dû se contenter d'exporter de plus faibles quantités que l'année passée. L'impact de cette perte de revenus et baisse de production sur la demande interne les a obligés dans de nombreux cas à réduire leurs dépenses d'importations. Bien que le prix de celles-ci ait, lui aussi, diminué, le volume des produits achetés à l'extérieur a, de plus, fréquemment baissé. Dans ces conditions, il n'est donc pas surprenant que le solde du commerce des biens soit devenu déficitaire et que la balance commerciale régionale se soit détériorée.

47. À ce qui précède s'est ajoutée la légère augmentation du déficit régional due à la rémunération des facteurs, et ce, en raison des intérêts plus faibles perçus à cause de la baisse des taux internationaux et de l'augmentation des marges sur les intérêts exigés, variations qui n'ont pas été compensées par la diminution des profits, dont la tendance ascendante a été interrompue. En revanche, les transferts courants, constitués principalement des envois de fonds de travailleurs résidant aux États-Unis à leur famille, ont maintenu une légère tendance à la hausse, malgré les diminutions modérées enregistrées en Haïti, au Paraguay et en République dominicaine. Ces revenus ont toujours joué un grand rôle dans les pays d'Amérique centrale, la Bolivie et l'Équateur. En 2001, ils sont également devenus importants pour d'autres économies moyennes comme la Colombie et le Pérou.

48. En conséquence, le déficit du compte courant de la balance des paiements dépasse les 52 milliards de dollars, soit à 2,8 % du PIB régional, contre 46 milliards (2,4 % du PIB) l'année précédente. Le gros de cet accroissement est dû à la diminution de plus de 50 % de l'excédent du Venezuela, à l'augmentation du déficit du Mexique et au solde déficitaire de la Colombie. La majorité des pays ont enregistré un déficit modéré, inférieur à 4 % de leur PIB, à l'exception de la Bolivie et de certains pays d'Amérique centrale.

49. L'entrée nette de capitaux autonomes a été insuffisante pour financer le déficit régional du compte courant. Pour la troisième année consécutive, les montants bruts, y compris les capitaux compensatoires, ont dû être intégralement destinés au service de la dette externe et à la rémunération du capital étranger. Les sorties importantes de capitaux de l'Argentine et du Venezuela, qui n'ont pas pu être compensées par les revenus appréciables comptabilisés au Mexique, ont influé grandement sur ce résultat.

#### **Les marchés externes de biens et services souffrent de la crise mondiale**

50. L'important ralentissement de l'activité économique mondiale, dont la croissance est tombée de 3,8 % en 2000 à 1,3 % en 2001, taux le plus bas de la décennie, a abouti à une décélération encore plus forte du commerce international. En termes de volume, ce dernier a virtuellement été inchangé en 2001, ce qui contraste avec son augmentation de plus de 12 % de l'année antérieure. En contrepartie, la forte décélération des exportations d'Amérique latine et des Caraïbes a servi de moyen de transmission de la crise mondiale à la région.

51. La demande mondiale plus faible s'est également reflétée dans les prix des produits de base plus sensibles à la variation de l'activité économique, c'est-à-dire les matières premières. Alors que les prix de certains produits avaient retrouvé en 2000 une partie du niveau atteint avant la crise asiatique, en 2001, ils ont perdu à nouveau tout ou partie du gain. Dans d'autres cas, les prix n'ont jamais récupéré depuis la crise asiatique.

52. Les deux principales rubriques d'exportation de la région ont été spécialement affectées. Les prix du pétrole et de ses dérivés ont diminué de 23 % par rapport aux niveaux élevés de l'année antérieure. Ceux du café se sont de nouveau écroulés, cette fois de 30 %, après quatre années de chute ininterrompue.

53. En ce qui concerne les minerais et les métaux non combustibles, la moyenne des prix des 11 premiers mois a été inférieure de 9 % à celle de l'année précédente et celle des matières premières agricoles d'un peu plus de 3 %. Parmi celles-ci, certains produits ont enregistré une perte égale ou supérieure à 10 % – plus de 30 % pour la pulpe de bois – en contraste

avec les cuirs de bovins qui ont gagné plus de 40 %. Les prix de nombreux métaux (zinc, étain, produits de l'acier, argent et cuivre entre autres) ont subi des pertes de plus de 10 %.

54. Seul le groupe des aliments s'est amélioré dans cette situation d'excès d'offre régnant sur le marché international, bien que la hausse de son prix moyen annuel ne lui ait permis de retrouver que son niveau de 1996. La hausse a été due en grande partie aux bananes, dont le prix a augmenté de près de 40 %, et dans une moindre mesure, à la viande bovine et au blé, en hausse d'environ 10 %. Dans le cas du blé, le prix reste bien en-dessous de celui d'avant la crise asiatique.

### **En conséquence, la baisse du commerce a été généralisée dans la région**

55. Dans ce climat récessif mondial, certains pays ont réussi à accroître leurs exportations, mais la majorité a souffert une décélération, voire même une contraction. Aucun n'a pu échapper à la chute du prix moyen de ses ventes externes. De ce fait, il y a eu une chute généralisée des revenus, dont le total régional, biens et services inclus, est tombé à un peu plus de 390 milliards de dollars, soit 3,7 % de moins que l'année précédente.

56. Les pays d'Amérique centrale et les principaux exportateurs d'hydrocarbures ont été les plus affectés. Dans le cas du Mexique et des pays d'Amérique centrale, l'affaiblissement de la demande nord-américaine, dont dépendent essentiellement l'exportation de produits manufacturés et les services touristiques, s'est ajouté à la chute des prix de leurs exportations de café et de pétrole. Le Venezuela a dû, lui aussi, diminuer ses exportations de pétrole, conformément à la politique concertée de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole.

57. Dans le cas spécifique des services, les revenus du tourisme des pays des Caraïbes ont souffert du brusque impact des attentats terroristes du 11 septembre aux États-Unis. Ce mois-là, dans beaucoup de pays, la baisse du nombre de visiteurs est allée de 20 à 60 %. Plusieurs compagnies aériennes nationales ont vu le nombre de passagers diminuer et certains vols ont dû être supprimés. Les revenus liés au tourisme sont vitaux pour un grand nombre de nations, du Mexique aux îles des Caraïbes les plus orientales.

58. Parmi les rares pays qui ont pu augmenter leurs revenus grâce aux exportations, l'Argentine et le Brésil se détachent, bien qu'ils n'aient pas atteint des taux comparables à ceux de l'année précédente. Leurs gains résultent de l'augmentation appréciable de leurs exportations, supérieure à 9 % pour le Brésil et à 5 % pour l'Argentine. Dans les deux cas, il y a eu un ajustement économique, bien qu'orchestré de manière différente : au Brésil, principalement par une dépréciation du taux de change et en Argentine, par une forte contraction de la demande interne.

59. Cette différence entre les deux principales économies d'Amérique du Sud s'est aussi traduite dans leurs importations dont le volume a diminué de 14 % en Argentine alors qu'il augmentait de 4 % au Brésil. La même hétérogénéité se retrouve dans l'ensemble de la région, malgré une tendance générale à la décélération ou à la réduction des importations, tant en volume qu'en valeur, compatible avec le rythme moindre d'activité économique de la majorité des pays. Dans ce panorama, l'impressionnante accélération des achats de l'Équateur (qui ont augmenté de deux tiers) et de la Colombie (10 % et plus), est remarquable.

60. Au niveau global régional, les différences se sont compensées et il s'est produit une stagnation du volume des marchandises importées, sans rapport avec les 14 % d'augmentation enregistrés l'année précédente. Compte tenu de la diminution des prix qui a affecté tous les pays, la valeur des achats externes de biens et services a été réduite à près de 412 milliards de dollars, soit 1,8 % de moins qu'un an avant.

61. Au sein de la Communauté andine et du Marché commun centraméricain, l'évolution positive du commerce entre pays de la région, composé essentiellement de produits manufacturés, contraste avec les chiffres négatifs du commerce avec le reste du monde. Dans le MERCOSUR, la situation est distincte : pendant les trois premiers trimestres, les échanges commerciaux ont diminué de presque 10 % face à l'augmentation des exportations du reste du monde. Ainsi, dans ce groupe-là, la part du commerce réciproque est tombée à 17,5 %.

62. Par contre, les pays membres de la Communauté andine ont intensifié leur commerce à un rythme de 11 % par an, alors que leurs exportations totales se réduisaient de 8 %. Le Marché commun centraméricain, dans lequel la forte chute des ventes aux États-Unis s'est combinée avec la hausse de celles

effectuées entre les pays membres, s'est affirmé comme le groupe ayant le plus fort pourcentage d'échanges réciproques, soit près de 27 %.

### **Réduction notoire des entrées des capitaux autonomes**

63. L'apport de capitaux autonomes en Amérique latine a été inférieur à 34 milliards de dollars, soit une énorme chute par rapport aux 61,5 milliards de 2000, qui est la conséquence du spectaculaire renversement de tendance (de plus de 20 milliards) accusé par l'Argentine, et de la réduction des flux vers le Brésil. En conséquence, cet apport a été encore plus faible qu'en 1999 (2,5 % du PIB), année où la région avait souffert du moratoire russe.

64. L'Argentine et le Venezuela ont été affectés par de très fortes sorties de capitaux et les entrées au Brésil ont baissé suite à la diminution du flux des investissements directs. Pour remédier à cette réduction, le Fonds monétaire international a déboursé des sommes sans précédent (plus de 16 milliards de dollars), destinées à l'Argentine et au Brésil. Pendant ce temps, la forte affluence de capitaux au Mexique a continué, grâce à ses taux d'intérêts internes élevés et aux baisses successives du taux nord-américain en 2001. Dans la majorité des autres pays, les entrées de capitaux ont peu varié par rapport à 2000.

65. De même qu'en 2000, les principaux mouvements de capitaux ont concerné l'investissement direct étranger, qui a diminué pour la deuxième année consécutive. L'investissement en actions a été négatif et les flux d'obligations et de prêts bancaires ont été intégralement utilisés pour amortir les dettes échues.

### **Financement externe prévu en 2002, malgré la crise de l'Argentine**

66. Les émissions souveraines argentines effectuées au premier trimestre se sont élevées à 1,5 milliards de dollars, montant comparable aux 13 milliards réunis en 2000. Comme il ne pouvait pas obtenir de financement sur les marchés financiers de gré à gré, le Gouvernement a fait, en juin, un échange de titres de 30 milliards de dollars pour alléger le service de la dette publique en 2002-2003, à des taux d'intérêt très onéreux. Les difficultés de financement ont persisté les mois suivants. En fin d'année, le Gouvernement a

essayé d'appliquer un nouveau plan de restructuration globale de la dette publique, offrant un taux d'intérêt annuel maximal de 7 %. Fin novembre, il avait déjà opéré un échange de créances internes équivalant à quelques 50 milliards de dollars.

67. Par contre, la majorité des gouvernements de la région avaient, en milieu d'année, atteints leurs objectifs en termes d'émission de titres publics sur les marchés internationaux. Le Brésil, la Colombie et le Mexique ont été les principaux bénéficiaires. Il y a également eu des émissions du Costa Rica et d'El Salvador. Après les événements du 11 septembre, les Gouvernements du Chili, du Mexique et de l'Uruguay, favorisés par la qualification de « degré d'investissement », ont émis des titres en vue de leur financement externe pour 2002. Les Gouvernements de la Colombie, du Guatemala et de la République dominicaine ont également émis des titres, quoique à des taux d'intérêt plus élevés. Les placements des entreprises privées de la région ont été rares, vu que les investisseurs ont privilégié les titres souverains, pour minimiser leurs risques. De plus, le financement externe destiné à la région est resté instable avec des épisodes de volatilité.

68. Quant à l'endettement externe, les conditions d'avant la crise asiatique n'ont pas été retrouvées. Les échéances à moyen terme ont varié autour de cinq ans et le coût de l'accès au financement externe s'est maintenu en fin d'année à environ 16 % par an, en partie à cause du fort escompte de la dette externe latino-américaine sur le marché secondaire, des titres argentins et, dans une moindre mesure, des titres brésiliens.

69. Ces titres exclus, le taux moyen annuel s'est maintenu à 11 %, un chiffre élevé si l'on considère la diminution importante des taux internationaux en 2001. Il a peu varié parce que l'augmentation des marges a compensé la baisse des taux des bons du Trésor américain. Au mois de novembre, les pays qui ont connu la plus forte détérioration ont été l'Argentine (de 12,5 % à 23,5 %) et le Brésil (de 12,5 % à 14,5 %). Par contre, la Colombie s'est améliorée (de 13 % à 10 %), grâce à la baisse des marges. Le Chili, l'Uruguay et le Mexique ont continué à compter parmi les pays où le coût externe était le plus faible.

70. La dette brute externe de l'Amérique latine a diminué modérément, de 740 milliards de dollars en 2000 à 726 milliards de dollars en 2001. Il y a eu de

petites variations dans les créances externes de la majorité des pays. Les indicateurs du poids de la dette externe ont eu tendance à se détériorer dans la plupart des pays, cette dette s'étant réduite moins vite que les ventes à l'extérieur. Parmi les pays les plus endettés, la Bolivie, le Brésil et le Pérou ont conservé, comme les autres années, un ratio dette/exportations d'environ 350 %, l'Argentine est passée d'une moyenne de 500 % pendant la période biennale 1999-2000 à 450 %, et le Nicaragua s'est maintenu à 700 %.

### **L'investissement étranger direct diminue**

71. Pour la deuxième année consécutive, l'investissement direct étranger net a diminué dans la région. Il est tombé de 64,8 milliards de dollars en 2000 à 58,3 milliards en 2001, qui s'explique, entre autres facteurs, par la fin des privatisations des actifs de l'État dans la majorité des économies latino-américaines et par les répercussions de la décélération globale. La diminution a été généralisée et a affecté comme on le sait l'Argentine, le Brésil et le Venezuela. Par contre, le Chili a annulé le solde négatif de l'année précédente, l'Équateur a reçu un volume d'investissements sans précédent et le Mexique a maintenu les chiffres positifs des dernières années, même si l'on exclut les revenus de la vente de BANAMEX à Citigroup (12,447 milliards de dollars).

72. En 2001, les flux de capitaux en actions ont fait montre d'une grande volatilité. On n'a observé des entrées qu'au Mexique, grâce à l'appréciation du peso. Par contre, dans une année de forte dépréciation, il y a eu sortie nette de capitaux en actions au Brésil et au Chili. Cette diminution a influé sur les cours en bourse. Fin novembre 2001, l'indice régional des cours accusait, avec des hauts et des bas, une chute de 15 % par rapport au niveau d'il y a un an.



## Annexe

## Amérique latine et Caraïbes : évolution du produit interne brut total

(Pourcentage sur la base des prix de 1995)

	<i>Taux annuels de variation</i>										
	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001 <sup>a</sup>
<b>Amérique latine et Caraïbes</b>	3,5	3,0	3,6	5,2	1,1	3,7	5,2	2,3	0,4	3,9	0,4
Amérique latine et Caraïbes (Brésil exclu)	5,2	5,1	3,0	4,6	(0,8)	4,5	6,5	3,5	0,1	3,8	(0,3)
<b>Sous-total (20 pays)</b>	<b>3,6</b>	<b>3,0</b>	<b>3,6</b>	<b>5,3</b>	<b>1,1</b>	<b>3,7</b>	<b>5,2</b>	<b>2,3</b>	<b>0,4</b>	<b>3,9</b>	<b>0,4</b>
<b>Sous-total (20 pays, Brésil exclu)</b>	<b>5,3</b>	<b>5,2</b>	<b>3,1</b>	<b>4,7</b>	<b>(0,8)</b>	<b>4,5</b>	<b>6,6</b>	<b>3,6</b>	<b>0,1</b>	<b>3,8</b>	<b>(0,3)</b>
Argentine	10,6	9,6	5,9	5,8	(2,9)	5,5	8,0	3,8	(3,4)	(0,5)	(3,8)
Bolivie	5,4	1,7	4,3	4,8	4,7	4,5	4,9	5,2	0,4	2,4	0,0
Brésil	1,0	(0,3)	4,5	6,2	4,2	2,5	3,1	0,3	0,9	4,1	1,5
Chili	7,3	10,9	6,6	5,1	9,0	6,9	6,8	3,6	(0,1)	5,4	2,9
Colombie	1,8	3,7	4,6	6,1	5,2	2,1	3,4	0,5	(4,1)	2,8	1,5
Costa Rica	1,6	8,8	7,1	4,6	3,9	0,8	5,4	8,3	8,1	2,2	0,3
Cuba	(12,1)	(13,8)	(16,0)	2,0	3,4	8,7	3,3	1,3	6,8	5,5	3,0
El Salvador	2,8	7,3	6,4	6,0	6,2	1,8	4,2	3,8	3,3	2,0	1,5
Équateur	5,0	3,0	2,2	4,4	3,0	2,3	3,9	1,0	(9,5)	2,8	5,0
Guatemala	3,7	4,9	4,0	4,1	5,0	3,0	4,4	5,1	3,9	3,3	2,0
Haïti	0,1	(13,8)	(2,2)	(8,3)	5,0	2,8	5,9	(1,1)	2,3	1,3	(0,9)
Honduras	2,7	5,8	7,1	(1,9)	3,7	3,7	4,9	3,3	(1,9)	4,9	2,6
Mexique	4,2	3,7	1,8	4,4	(6,1)	5,4	6,8	5,1	3,6	6,9	(0,3)
Nicaragua	(0,4)	0,8	(0,4)	4,0	4,4	5,1	5,4	4,1	7,4	4,7	2,0
Panama	9,0	8,2	5,3	3,1	1,9	2,7	4,7	4,6	3,5	2,7	0,5
Paraguay	2,5	1,7	4,0	3,0	4,5	1,1	2,4	(0,6)	(0,1)	(0,3)	1,5
Pérou	2,7	(0,4)	4,8	12,8	8,6	2,5	6,8	(0,5)	0,9	3,1	0,2
République dominicaine	0,9	8,0	3,0	4,3	4,7	7,2	8,3	7,3	8,0	7,7	3,0
Uruguay	3,7	8,3	3,5	7,0	(2,3)	5,0	5,4	4,4	(2,9)	(1,5)	(2,5)
Venezuela	10,5	7,0	(0,4)	(3,7)	5,9	(0,4)	7,4	0,7	(5,8)	3,2	2,8
<b>Sous-total, Caraïbes</b>	<b>1,5</b>	<b>0,7</b>	<b>0,5</b>	<b>3,1</b>	<b>2,8</b>	<b>2,9</b>	<b>1,9</b>	<b>2,7</b>	<b>4,2</b>	<b>3,1</b>	<b>0,8</b>
Antigua-et-Barbuda	2,7	0,9	5,0	6,2	(4,8)	6,0	5,5	5,0	4,9	2,6	–
Barbade	(3,7)	(5,6)	1,0	2,9	2,4	3,3	2,8	5,3	3,1	3,0	(1,5)
Belize	3,2	9,0	4,3	1,5	3,7	1,3	4,4	2,0	5,9	10,1	(2,0)
Dominique	2,1	2,3	1,9	1,9	1,2	2,9	2,2	3,1	1,3	0,7	–
Grenade	3,7	1,0	(1,1)	3,4	3,1	3,0	4,3	7,6	7,5	6,5	2,5
Guyana	8,9	9,1	11,5	9,4	3,8	8,6	6,7	(2,2)	3,9	3,0	1,0

	<i>Taux annuels de variation</i>										
	<i>1991</i>	<i>1992</i>	<i>1993</i>	<i>1994</i>	<i>1995</i>	<i>1996</i>	<i>1997</i>	<i>1998</i>	<i>1999</i>	<i>2000</i>	<i>2001<sup>a</sup></i>
Jamaïque	0,3	2,5	1,8	1,9	1,8	(0,3)	(2,2)	(1,0)	0,7	0,5	1,5
Saint-Kitts-et-Nevis	2,5	3,2	5,2	5,5	3,2	5,8	7,2	1,1	3,5	7,1	–
Saint-Vincent -et-les Grenadines	1,5	6,9	2,0	-2,3	7,8	1,2	3,5	5,8	4,2	2,0	–
Sainte-Lucie	(0,4)	7,5	(1,3)	4,6	2,1	0,8	(0,3)	3,0	3,4	0,6	–
Suriname	4,0	(1,8)	(10,8)	-0,9	4,1	13,2	6,1	1,9	(2,4)	(1,0)	–
Trinité-et-Tobago	3,5	(1,0)	(1,2)	4,2	4,2	4,4	4,0	5,3	7,8	5,0	1,0

*Source* : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, sur la base des chiffres officiels calculés en dollars à prix constant de 1995.

*Note* : Les totaux et sous-totaux excluent au besoin les pays pour lesquels on ne dispose pas d'informations.

<sup>a</sup> Estimation préliminaire.